

Ne récompensez pas Israël pour le massacre de Gaza

27.11.2014

Categories: BDS-Arguments

Appel à l'action du BNC - Dites à l'ONU : Ne récompensez pas Israël pour le massacre à Gaza

Les donateurs internationaux ont promis 5,4 milliards de dollars pour reconstruire Gaza après les 50 jours d'attaque d'Israël, l'été dernier, qui ont tué 2.254 Palestiniens, dont 538 enfants, et provoqué des destructions massives.

Des études montrent qu'au moins 45% de l'aide promise par les donateurs internationaux iront à l'économie israélienne (1). Pour les entreprises israéliennes, le siège de Gaza est une occasion de faire des profits en exploitant le marché captif de Gaza.

Les entreprises qui vont engranger des bénéfices en fournissant des matériaux pour la reconstruction de Gaza sont des criminels en col blanc. Ils pillent les ressources naturelles palestiniennes et participent à la construction des colonies illégales :

[Nesher](#) (3) a le monopole du ciment israélien, fournit le ciment pour le mur d'apartheid, les checkpoints et les colonies.

[ReadyMix](#) (4) a ouvert des usines dans plusieurs colonies, dont les zones industrielles d'Ariel et Mishor Edomim.

[Hanson Israel](#) (5) qui fabrique du ciment prêt à l'emploi et de l'asphalte, a quatre usines dans les colonies de Cisjordanie et est impliqué dans l'exploitation illégale de carrières.

Les organismes des Nations Unies ont ignoré à maintes reprises les exigences de la société civile palestinienne (6) de cesser de récompenser des entreprises pour leurs crimes de guerre contre les Palestiniens.

Il est temps qu'ils entendent l'ampleur de l'indignation publique tandis que des détails émergent de la complicité des Nations Unies dans le maintien de Gaza sous siège, et les façons dont les entreprises israéliennes vont tirer profit de la reconstruction de Gaza (7).

Agissez maintenant et envoyez un message aux principaux responsables des Nations Unies pour les exhorter à empêcher Israël de profiter de la destruction de Gaza et pour adopter une politique d'approvisionnement qui exclut les criminels en col blanc des appels d'offres pour la reconstruction de Gaza.

(tiré du site BDS France qui a traduit l'article)

<http://mrzine.monthlyreview.org/2010/tillekens300910.html>

<http://www.euractiv.com/sections/development-aid-under-fire/eu-source-gaza-reconstruction-aid-made-israel-308169>

<http://www.whoprofits.org/content/neshers-involvement-occupation>

<http://whoprofits.org/company/readymix-industries>

<http://whoprofits.org/company/hanson-israel-formerly-pioneer-concrete-israel>

<http://www.bdsmovement.net/2014/cairo-donor-conference-palestinian-civil-society-calls-for-public-scrutiny-of-aid-and-zero-complicity-with-israeli-violations-of-international-law-12738>

<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-cover-reconstruction-un-and-pa-become-enforcers-israels-gaza-siege----->Traduction: MR pour BDS France Signez l'appel à action ici: <http://www.bdsmovement.net/dont-reward-israel>

Traduction de l'appel à action:

Prénom :

Nom :

Email :

Code Postal :

Pays :

Sujet : Pas de profits de la destruction de Gaza !

Chers Messieurs Rawley, Serry, Mairing

Nous demandons aux Nations Unies d'adopter une politique et des mécanismes d'approvisionnement fondés sur des principes, responsables d'un point de vue éthique et transparents pour la reconstruction de Gaza, qui excluent de tous les appels d'offres les entreprises, israéliennes et internationales, qui sont complices de l'occupation israélienne, des violations des droits de l'homme et du droit international. Cette politique doit être publiée et soumise à l'examen de la société civile, en particulier des Palestiniens, qui méritent d'avoir leur mot à dire sur la façon dont l'aide leur est fournie, d'une manière qui respecte leurs droits humains et qui restreigne sensiblement l'ambiance actuelle d'impunité israélienne.

Nous demandons en particulier aux Nations Unies d'exclure toutes les entreprises dont le rôle dans la commission de crimes de guerre contre les Palestiniens est documenté, comme la construction et l'exploitation dans des colonies ou la fourniture de produits et de services qui permettent aux forces d'occupation israélienne de commettre des violations graves du droit international, depuis les processus d'approvisionnement maintenant et à l'avenir, pour tous les projets bénéficiant aux Palestiniens dans le territoire palestinien occupé (TPO).

Les Nations Unies ont la responsabilité de conduire ces opérations d'une façon qui respecte le droit international et ne contribue pas à la perpétuation des violations des droits de l'homme contre les Palestiniens. Il est temps que l'ONU prenne en compte cette exigence ancienne et mette fin à son

implication dans des plans qui encouragent les entreprises qui tirent profit de la guerre et de fait perpétuent la situation illégale existante, dont le siège israélien et le châtement collectif des Palestiniens à Gaza.

Nous observons.

Sentiments distingués.